

Grand angle

Compétitivité, takaful, sukkuk...

Les défis de la finance participative

● Alors que les banques participatives agréées opèrent les derniers réglages pour lancer leurs produits, plusieurs questions restent en suspens. IFN Morocco Forum 2017, tenu hier à Casablanca, en présence de plus de 150 experts et investisseurs, a permis de mettre à plat toutes ces questions.



Rappelez-vous, quand le marché de capitaux a été lancé au Maroc. Il a fallu plus de 20 ans pour l'installer avec un travail d'accompagnement (communication, fiscalité...). Il faut donc installer le marché de la finance participative avant de le développer et passer à la vitesse supérieure. En clair, Abdessamad Issami estime que la finance participative a encore du chemin à faire. Lors de l'IFN Morocco Forum 2017, tenu hier à Casablanca, en présence de plus de 150 experts et investisseurs intéressés par l'expérience marocaine, l'analyse du DG de Umnia Bank a été largement partagée. C'est que les choses sérieuses vont à peine commencer. Après une longue bataille pour décrocher le sésame, les banques participatives sont prêtes à l'acte. Et à en croire les patrons de ces banques, le potentiel et les opportunités ne manquent pas, les défis non plus.

Plus cher, mais attractif ?

Et la question lancinante qui est revenue est la compétitivité des produits alternatifs. Pourquoi sont-ils plus chers que ceux conventionnels ? « Il y a des charges de structures qui font augmenter le coût de ce produit », rétorque, sans donner plus de détails, Said Amaghdir, président de l'Association marocaine pour les professionnels de la finance participative (AMFP). Youssef Baghdadi, lui, avance un autre argument : « Contrairement aux banques classiques, la loi nous interdit d'appliquer des pénalités de retard en cas de défaut de paiement. Et cela change complètement la donne, puisqu'on est tenu de prendre en compte cet élément dans la détermination des prix », explique le DG de Dar Assafaa. En toute logique, la compétitivité des banques participatives est plus élevée, mais les professionnels restent confiants. « La majorité des banques participatives marocaines ont des partenariats avec des grands groupes du

Golfe. Elles peuvent donc se permettre de minimiser leurs marges sur le court terme pour être compétitives, voire moins chères que les banques classiques », estime le président de l'Association marocaine des professionnels de la finance participative. Abdessamad Issami se veut aussi optimiste : « actuellement, il y a une différence de prix entre les banques. Et pourtant, chacune d'entre elles a ses clients. C'est que, en dehors du prix, il y a d'autres facteurs qui entrent en ligne de compte ». Pour lui, les nouveaux produits s'adressent principalement à une clientèle qui n'est pas encore bancarisée pour des raisons religieuses. Il faut donc inclure cette population dans le système bancaire. Mais la mission ne sera pas de tout repos. Les professionnels ont encore du pain sur la planche. « La vulgarisation reste l'un des grands challenges que doivent relever les banques agréées. À peine 5 à 8% de la population savent ce que c'est que la finance dite participative », estime Youssef Baghdadi, DG de Dar Assafaa. Mais il n'y pas que cela. Il y a encore plusieurs instruments à mettre en place pour accompagner les nouvelles banques. À titre d'exemple, les nouveaux produits, dits alternatifs, ne peuvent être commercialisés sans un contrat d'assurance conforme à la charia (takaful). Or, les décrets d'application se font toujours attendre. Autre instrument à attendre : les sukkuk qui sont un préalable pour se financer auprès du marché interbancaire. Là aussi, Mohamed Boussaid, ministre de l'Économie et des finances, avait promis que le premier des sukkuk

»



La vulgarisation de la finance participative reste l'un des challenges que doivent relever les banques agréées. Seuls 5 à 8% de la population savent ce qu'est la finance dite participative. L'autre défi est de mettre en place un système aussi voire plus performant que celui conventionnel. On peut tolérer une qualité de service qui laisse à désirer chez une banque conventionnelle, pas chez une banque participative.

Youssef Baghdadi
DG de Dar Assafaa

»



La spécificité de l'expérience marocaine est qu'on a octroyé 8 licences d'un seul coup. L'objectif est donc d'avoir une masse critique à même de créer un marché de finance islamique. Cela dit, il va falloir beaucoup de temps et de travail pour installer ce marché. Rappelez-vous quand le marché de capitaux a été lancé au Maroc. Il a fallu plus de 20 ans pour l'installer avec un travail d'accompagnement (communication, fiscalité...). Il faut donc installer le marché de la finance participative avant de le développer et de passer à la vitesse supérieure.

Abdessamad Issami
DG d'Umnia Bank

»



Le modèle marocain devrait évoluer rapidement. Il y a d'importantes opportunités en perspective, particulièrement en Afrique où les banques marocaines sont bien installées. Maintenant, il faut accompagner l'installation de l'écosystème de la finance participative au fur et à mesure, à travers la mise en place des instruments nécessaires.

Said Amaghdir
Président de l'AMFP

sera souverain et émis durant le premier semestre 2017. On attend toujours !

PAR **TARIK HARI**
t.hari@leseco.ma